



Attac Paris 20 vous invite à une réunion publique

En finir avec les crises financières

avec Pierre Khalfa du Conseil scientifique d'Attac France

mercredi 05 novembre à 19h30

à l'AGECA

177, rue de Charonne Paris 11 (M° A. Dumas)

La crise qui a éclaté il y a plus d'un an est en train de faire voler en éclats l'ensemble du secteur financier international. C'est la plus grave depuis 1929 et, derrière elle, se trouve un système mortifère qui voulait faire de la rentabilité financière le seul objectif de l'économie mondiale : le capitalisme néolibéral. Attac dénonce la nocivité de cette logique qui sévit depuis trois décennies : il est temps d'en sortir et de refonder sous l'égide de l'ONU une architecture économique internationale qui permette d'enlever le pouvoir aux acteurs financiers et de satisfaire les besoins fondamentaux plutôt que de maximiser le profit.

Comment la crise s'est-elle propagée ?

Dans une période où la croissance économique américaine était tirée par l'endettement, les banques américaines ont octroyé des prêts à des ménages de plus en plus modestes pour qu'ils accèdent à la propriété de leur logement et à la consommation : c'était le marché à haut risque, dit du subprime. Prêteurs comme emprunteurs pariaient sur la hausse des prix de l'immobilier qui semblait n'avoir pas de fin. Ainsi, les hypothèques prises par les banques leur garantissaient de pouvoir récupérer leur mise avec bonus et les ménages escomptaient un accroissement de leur richesse.

Entre temps, les banques avaient « titrisé » les créances et leurs hypothèques, c'est-à-dire les avaient vendues sur les marchés financiers. Ces nouveaux titres financiers se trouvaient donc introduits et mélangés avec d'autres dans les portefeuilles gérés par tous les fonds de placement à caractère spéculatif ou les banques elles-mêmes. Le problème est né lorsque, après le retournement du marché de l'immobilier, les détenteurs de ces titres ont souhaité les liquider alors que plus personne n'en voulait. On est entré dans une crise dite de liquidité, aucun acteur du système financier ne trouvant les sommes dont il avait besoin, chacun redoutant que les fameux titres de plus en plus pourris, disséminés on ne sait où, occupent une place trop grande dans le total de ses actifs.

Un système capable de s'auto-réguler ?

Depuis le mois d'août 2007 et jusqu'en août 2008, tous les oracles libéraux prédisaient la fin de la crise qui devait rester cantonnée aux États-Unis et à la sphère financière, sans dommages pour l'économie productive. Double erreur : la crise a sauté les frontières et menace toutes les banques du monde, et, plus grave encore, a mis en récession plusieurs économies européennes (Espagne, Irlande, Royaume-Uni, Allemagne, France), tandis que les pays pauvres du sud de la planète ont été frappés par la spéculation qui a fait s'envoler le prix des céréales au premier semestre 2008.

La preuve étant faite que le marché ne peut être le régulateur général de l'humanité, les principales banques centrales ont, depuis un an, prêté des

centaines de milliards de dollars et d'euros aux banques ordinaires ; et la Banque centrale des États-Unis a baissé à plusieurs reprises son taux d'intérêt directeur, alors que la Banque centrale européenne s'y refusait. Cela n'a suffi ni à calmer l'angoisse grandissante des acteurs financiers devant la crise de liquidité (personne ne veut plus prêter à personne), ni à compenser la crise de solvabilité au fur et à mesure que les pertes des institutions financières liées aux trop grands risques pris sont apparues dans leur plus grande brutalité : 500 milliards de dollars, 1 000 milliards, 2 000 milliards... ?

Pourquoi la crise s'est-elle accélérée en septembre 2008 ?

Plusieurs institutions financières américaines majeures sont arrivées au bord de la faillite et menacent d'effondrement le système. Le gouvernement américain procède alors à plusieurs opérations de nationalisation : Freddie Mac et Fannie Mae, AIG. Dans le même temps, des banques parmi les plus importantes, Lehman Brothers et Merrill Lynch, et la caisse d'épargne Washington Mutual, sont mises en faillite et rachetées par leurs concurrentes, comme ce fut le cas au printemps pour Bear Stearns. En Europe, la banque belge Fortis est nationalisée par les trois États du Bénélux. Et la France doit sauver la banque des collectivités locales Dexia, tandis que bruissent des rumeurs sur la santé de la Caisse d'épargne, fragilisée par l'effondrement de Natixis, dont elle possède un tiers des actions.

Les pouvoirs publics volent ainsi au secours des banques privées, mais le mal est fait : les marchés financiers sont pris de panique et les bourses craquent en quelques jours, par crainte de l'annonce de nouvelles faillites retentissantes.

Qu'est-ce que le plan Paulson ?

Prenant le contre-pied de tous les discours néolibéraux entendus depuis trente ans, le gouvernement américain élabore alors d'urgence un plan de sauvetage du système bancaire et financier. Après avoir consacré 300 milliards de dollars pour nationaliser à tour de bras, il projette de racheter 700 milliards de titres financiers pourris aux institutions financières menacées. Le vieil

adage cynique « privatisons les profits, socialisons les pertes » reprend donc du service.

Qui paiera ?

La logique du plan Paulson est simple. Les citoyens paieront doublement : en tant que contribuables et en tant que travailleurs.

D'abord, la levée de fonds gigantesques pour racheter les créances douteuses ne peut se faire en théorie que par l'impôt ou par l'emprunt. Si la première solution est écartée pour

l'instant, la seconde renvoie le problème à plus tard mais ne l'évitera pas, tout en frisant le comble : emprunter à ces mêmes acteurs financiers qui, par leurs pratiques, ont conduit

dans l'impasse actuelle. Comme quoi, la crise n'est pas pour tout le monde.

Ensuite, le plan Paulson ne dit mot des Américains qui ont perdu leur logement ou qui vont le perdre.

La surdit e française

Pendant ce temps, le président français et son gouvernement jouent les fiers--bras en jurant que l'Etat garantira en toutes circonstances l'quilibre financier des banques, mais qu'il faut poursuivre de plus belle les réformes « structurelles » entreprises. Entendez par là la flexibilisation du marché du travail, l'augmentation des franchises médicales, la diminution des emplois publics, la privatisation des services publics. Après Air France, GDF, France Telecom, le moment est venu de s'attaquer  la Caisse nationale de prévoyance et au livret A. Et l'on frémit  l'idée que La Poste pourrait être  son tour privatisée, c'est--dire soumise aux exigences et aux errements de la Bourse. Quant aux retraites, déjà laminées par les réformes Balladur et Fillon, on voit aujourd'hui quel est le danger de les confier  la finance.

La crise est-elle inéluctable ?

Avec la liberté de circuler accordée aux capitaux et la d r glementation des marchés financiers, mises en place depuis trente ans, ont proliféré des nouveaux produits financiers et des fonds spéculatifs de toute espèce : leur seul objectif est de produire de la plus-value boursière, dont la croissance  long terme est assurée par celle de la plus-value réelle, dans les entreprises, permise par une pression croissante sur les salaires. Ces fonds voraces ont besoin de drainer des sommes toujours plus importantes, d'où la volonté de détruire les systèmes de retraites et d'assurance maladie pour capter l'épargne des salariés.

Lors d'une telle crise financière, la richesse réelle ne « part pas en fumée » puisque seule la bulle fictive s'effondre. D'autre part, ce que perdent les uns est souvent empoch  par d'autres. Le Monde du 27 septembre nous apprend que la déconvenue de plusieurs banques anglaises fait le bonheur du fonds spéculatif new-yorkais Paulson & co (un homonyme !)  hauteur de quelques milliards. En revanche, la récession économique qui suivra peut-être la débâcle financière sera sold e par les travailleurs, les ménages endettés et les populations du monde les plus fragiles. La vérité sur le capitalisme financier est là, toute nue. Un système qui veut assurer 15 ou 20 % par an de rentabilité aux actionnaires en captant une part toujours plus grande de la richesse produite et qui prétend se passer de toute régulation publique, en confiant la planète  la loi du marché, ne peut connaître que des soubresauts violents.

S'il est vrai que nous sommes au cœur d'une crise systémique, il faut sortir de ce système et ne pas se contenter d'arrangements moraux, surtout venant de la part de dirigeants qui ne nous ont pas habitués  tant de vertu.

Attac propose

- D'appliquer le principe du spéculateur-payeur. Ceux qui se sont enrichis doivent payer le plan de sauvegarde et la relance de l' conomie. Ce n'est pas aux travailleurs qui subissent déjà la hausse du chômage et de la précarité de les supporter. Pour cela, doit être mis en place un prélèvement sur les revenus du capital.
- De ne pas socialiser uniquement les pertes. Pourquoi les pouvoirs publics ne devraient-ils racheter que les actifs pourris des banques ? Les mêmes montants pourraient servir  constituer un pôle bancaire public solide, afin de réorienter l'épargne vers les investissements socialement et écologiquement utiles. Le contrôle de la BCE et la nationalisation des principales banques sont, on le sait désormais, possibles.
- D'organiser un nouveau système financier international : en limitant fortement les flux de capitaux par une taxe sur les transactions, en réduisant le pouvoir des actionnaires par un impôt sur les revenus du capital, en interdisant les paradis fiscaux, les stocks options, les fonds spéculatifs et les marchés  terme sauf, si on les contrôle, pour les marchandises réelles.
- De cesser immédiatement toutes les contre-réformes qui détruisent le social et de procéder  la mise sous contrôle public des secteurs clés de l'énergie, des transports, des communications, de la distribution de l'eau, de l'éducation et de la recherche.
- D'instaurer un nouveau partage des richesses, sans lequel il ne sera pas possible de réguler autre chose que la préparation de la prochaine crise. Pour cela il faut fixer un revenu maximum, et garantir des droits sociaux élevés par une répartition juste des gains de productivité.
- Enfin, l'Union européenne doit agir dans ce sens et proposer que se tienne une conférence internationale sous l'égide de l'ONU et non pas du G8.